

Revue Catholica

Revue de réflexion politique et religieuse

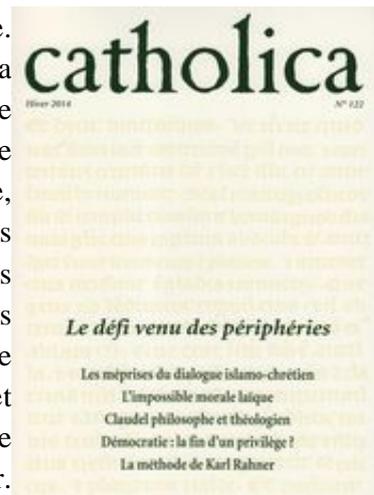
Éditorial : Le défi venu des périphéries

Bernard Dumont , le jeudi 12 juin 2014

Jorge Mario Bergoglio a été élu le 13 mars 2013. Mais il a fallu attendre le 24 novembre dernier, date de parution de l'exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, pour prendre connaissance du programme consistant que le nouveau pontife se propose de suivre. L'encyclique *Lumen fidei*, parue fin juin, ne remplissait pas cette fonction, d'autant moins que sa rédaction émanait quasi totalement de son prédécesseur et n'avait pas cette finalité d'orientation. En revanche, dès les premiers moments de son avènement, le pape François a multiplié les signes de changement, et ceux-ci ont immédiatement été manifestés au monde entier, dans une sorte de symbiose avec les médias dont il est difficile de penser qu'elle n'a pas été désirée, ou qu'elle n'a pas résulté d'un gentleman's agreement implicite entre les deux parties concernées. Toutefois, à côté de ce langage perceptible par les masses se sont accumulés des discours sous des formes variées, des plus humbles – les homélies quotidiennes, les tweets – à de plus développées, jusqu'à l'étape bien plus conséquente qu'est la récente exhortation apostolique. Les deux données – signes et discours – sont indissociables.

* * *

La multiplicité des signes médiatisés serait difficile à recenser, et ce serait d'ailleurs inutile tant ils ont été partout repercutés ; en outre ils se renouvellent sans cesse. L'usage sans précédent d'un prénom sans ordinal, « François », sa qualification, fondée mais inédite, d'« évêque de Rome », le choix de ne pas habiter les appartements pontificaux, l'utilisation d'un langage simple, populaire, familier même, le refus de se plier au protocole, aux exigences de sécurité, un certain détachement envers les règles liturgiques, et beaucoup d'autres détails encore, tout cela est allé dans le sens d'une banalisation de la fonction, de l'abandon des marques extérieures de la suprématie pontificale. Cette évolution a tout de suite suggéré une opposition entre un passé hiératique et révolu, et une époque dans laquelle bien des valeurs sociales ont été perdues de vue, où l'autorité est dépréciée, et à laquelle il s'agirait de s'adapter. La soudaineté du changement et sa publicité universelle ont constitué en elles-mêmes un « signal fort », un choc apte à frapper les esprits. On pourrait le rapprocher de la fameuse ouverture des fenêtres par Jean XXIII, qui avait voulu signifier par ce geste, à la veille du concile, sa volonté de faire entrer de l'air frais dans l'Eglise. Il n'est pas nécessaire d'y insister, car ces innombrables signes sont présents à tous les esprits. Leur signification devient plus claire si l'on considère l'élaboration progressive du discours qui les a accompagnés, et s'achève



provisoirement sans doute avec la publication d'*Evangelii gaudium*.

Ce discours s'est précisé petit à petit, à travers les homélies quotidiennes à Sainte-Marthe, d'autres allocutions lors de circonstances plus importantes, comme les JMJ (22-29 juillet), le drame de Lampedusa (3 octobre), et ainsi de suite. On retiendra comme particulièrement important le discours aux évêques latino-américains du CELAM (Rio de Janeiro, 28 juillet), l'entretien du mois d'août avec le P. Spadaro, publié peu après dans les principales revues des jésuites, les échanges avec le directeur du quotidien *La Repubblica*, Eugenio Scalfari, au cours du mois d'octobre, enfin la récente exhortation apostolique. Le discours au CELAM est très important dans la mesure où il annonce certaines des positions adoptées dans ce dernier texte, notamment par la référence privilégiée à la déclaration d'Aparecida (2007), qui concluait la Ve conférence des évêques d'Amérique latine. On sait que le CELAM avait été tout au long des années conciliaires et postconciliaires soumis à la pression obsédante, tantôt victorieuse, tantôt contenue, de la théologie de la libération. Et si d'un côté ce courant a culminé dans la participation à des mouvements révolutionnaires, il a le reste du temps joué le rôle d'un ferment de déstabilisation, sans trouver en face de lui un épiscopat à même de donner une véritable réponse à ce qu'il pouvait y avoir de fondé dans ses intuitions de départ. Cette toile de fond semble particulièrement présente à l'esprit de l'actuel pape François. Par exemple, lorsqu'il évoquait à Rio « l'idéologisation du message évangélique », il visait « l'aseptisation » du regard sur la réalité, et mettait en cause « l'élitisme », terme visant une certaine spiritualité en vase clos, ou encore l'intellectualisme (qu'il qualifiait de « gnostique » par opposition à la perception des besoins réels du peuple), toutes attitudes à comprendre comme un éloignement du peuple réel. Il s'en prenait aussi au « fonctionnalisme », l'esprit d'administration, ainsi qu'au cléricalisme. Autant de critiques rarement formulées, surtout pendant une période postconciliaire souvent présentée comme un nouveau printemps de l'Église mais qui a été partagée entre initiatives hasardeuses, routines bureaucratiques et incapacité à empêcher l'hémorragie en direction des sectes. Reste à savoir ce qui dans la même période a permis de maintenir en Amérique latine, malgré ces désordres, une certaine pérennité de la vie ecclésiale. Le doute s'introduit lorsque est mise en cause « la proposition pélagienne », expression sous laquelle sont désignés des lieux de spiritualité plus traditionnelle, des congrégations nouvelles – pourtant généralement considérées comme dynamiques – que caractériserait une recherche « exagérée [de la] sécurité doctrinale ou disciplinaire ». Cette mise en cause surprenante sera récurrente et toujours exprimée en termes d'une dureté qui contraste avec un appel insistant à la miséricorde.

Presque quatre mois après ce discours aux évêques latino-américains, le 14 novembre 2013, le président de la République italienne, Giorgio Napolitano, accueillant le pape François venu lui rendre une visite officielle, a congratulé ce dernier, dans des termes dépassant les catégories protocolaires et ayant plutôt valeur d'acquiescement de la part d'un représentant de la laïcité à la tête de la « maison commune ». Il est intéressant de voir ce qu'il a retenu du cours nouveau. « Ce qui nous a frappé, c'est l'absence de tout dogmatisme, la prise de distance envers « les positions non effleurées par une marge d'incertitude », l'allusion à ce « laisser place au doute » propre aux « grands guides du peuple de Dieu ». Giorgio Napolitano – qui fut dirigeant du PCI – ajoute, comme pour éviter toute équivoque : « Nous avons senti dans vos paroles vibrer l'esprit du concile Vatican II, comme « relecture de l'Évangile à la lumière de la culture contemporaine ». Et nous voyons ainsi se profiler de nouvelles perspectives pour ce dialogue avec tous, même les plus éloignés et les adversaires ». La suite du discours présidentiel honore de diverses manières un christianisme ramené à l'amour des autres, et surtout des plus démunis, tant dans les « périphéries » que dans la vieille Europe entrée en crise, et où sévissent (ce sont les termes de son interlocuteur) les « maux extrêmes » que sont « la désespérante condition des jeunes privés de travail » et « la solitude dans laquelle sont laissés les vieillards ». Enfin le président italien aborde la question de la

place de l'Église dans la société telle qu'elle est conceptualisée depuis peu par son invité. L'Église, dit-il, est appelée à faire valoir ses valeurs, mais « en se libérant de tout résidu de «temporalisme» » et à déployer ses efforts non pas sur le terrain des institutions politiques, « laïques et indépendantes par nature », mais sur celui de la solidarité et de l'éducation.

Ces propos s'insèrent dans la suite directe des échanges entre le pape François et le directeur du quotidien *La Repubblica*, Eugenio Scalfari, deux mois auparavant. Ce dernier, comme il l'a indiqué depuis, avait transcrit ses conversations de mémoire et ajouté dans certains cas des guillemets malvenus, mais avait cependant communiqué sa version à son interlocuteur qui l'avait approuvée, par le biais de son secrétaire particulier, estimant que le texte correspondait à sa pensée. Depuis, le 15 novembre dernier, l'entretien a été retiré du site officiel des discours pontificaux. Ce déclassement administratif exprime une gêne évidente au sein de certains secteurs de la curie romaine et pose accessoirement la question du rôle que jouent certains services de communication du Vatican. Mais il ne change rien, en fait, aux paroles publiées – scripta manent. Et ce sont ces paroles qui ont été prises au sérieux par le président italien. Rappelons quelques-unes des formules rapportées par Eugenio Scalfari : « Le prosélytisme est une pompeuse absurdité, cela n'a aucun sens. Il faut savoir se connaître, s'écouter les uns les autres et faire grandir la connaissance du monde qui nous entoure. [...] Le monde est parcouru de routes qui rapprochent et éloignent, mais l'important c'est qu'elles conduisent vers le Bien ». A cette affirmation, le directeur de *La Repubblica* avait rétorqué par une question, compréhensible de la part d'un adepte de la pensée faible : « Votre Sainteté, existe-t-il une vision unique du Bien ? Et qui en décide ? » Réponse : « Tout être humain possède sa propre vision du Bien, mais aussi du Mal. Notre tâche est de l'inciter à suivre la voie tracée par ce qu'il estime être le Bien. [...] Et je suis prêt à la répéter. Chacun a sa propre conception du Bien et du Mal et chacun doit choisir et suivre le Bien et combattre le Mal selon l'idée qu'il s'en fait. Il suffirait de cela pour vivre dans un monde meilleur. »

Cet aspect de l'échange complète et éclaircit le précédent. De même qu'à Rio, le pape François exclut le « prosélytisme », au profit de « l'écoute des besoins, des vœux, des illusions perdues, du désespoir, de l'espérance. » Il ajoute, dans les propos qui lui sont prêtés par Eugenio Scalfari : « Nous devons rendre espoir aux jeunes, aider les vieillards, nous tourner vers l'avenir, répandre l'amour. Pauvres parmi les pauvres. Nous devons ouvrir la porte aux exclus et prêcher la paix. Le concile Vatican II, inspiré par le Pape Jean et par Paul VI, a décidé de regarder l'avenir dans un esprit moderne et de s'ouvrir à la culture moderne. Les pères conciliaires savaient que cette ouverture à la culture moderne était synonyme d'œcuménisme religieux et de dialogue avec les non-croyants. » Il est possible que le directeur du quotidien ait infléchi dans le sens qui lui était familier, celui notamment du défunt cardinal Martini et de sa sympathie non feinte pour la modernité tardive, alors que son interlocuteur semble plutôt mettre l'accent sur les couches inférieures de la société, les « pauvres », en prenant appui sur d'autres sources d'inspiration, d'origine latino-américaine.

Le second grand entretien, avec le père Antonio Spadaro, complète l'échange précédent et pose de nouveaux jalons vers l'exposition d'un programme plus complet. Il s'agit en fait d'une très longue relation de plusieurs conversations, dont l'objet principal est la présentation de la personne de Jorge Mario Bergoglio, ce qui est très inédit et acquiert du fait même la valeur d'un signe s'intégrant à l'ensemble de tous les autres, destiné à montrer qu'il y a changement de donne dans le sens de la simplicité, de l'abandon des distances, de la familiarité.

Quelques affirmations concernent l'Église ad intra, en particulier autour du concept de peuple, qui prend dès lors une importance grandissante, incluant de manière indifférenciée une compréhension sociologique – le commun des gens partageant une certaine conscience collective – et une autre théologique – le « peuple de Dieu ». « Le peuple est sujet. [...] Sentire cum Ecclesia (sentir avec l'Église), c'est, pour moi, être au milieu de ce peuple ». De là les joyeux bains de foule, les abrazos

chaleureux...De là aussi le thème de la miséricorde, d'une Eglise comprise aujourd'hui « comme un hôpital de campagne après une bataille », hôpital dans lequel il convient de « soigner les blessures », ce qui ne se fait pas en s'enfermant dans « de petits préceptes », mais plutôt par un changement de « manière d'être ». Celle-ci ne doit pas consister dans « la transmission désarticulée d'une multitude de doctrines à imposer avec insistance », ni dans « l'ingérence spirituelle » par laquelle on condamnerait vertement la conduite immorale des personnes, qu'il vaut bien mieux accompagner dans leur cheminement. Penser et agir autrement serait du légalisme et de l'idéologie. Bien plus, « si quelqu'un a la réponse à toutes les questions, c'est la preuve que Dieu n'est pas avec lui, que c'est un faux prophète qui utilise la religion à son profit. [...] L'incertitude se rencontre dans tout vrai discernement [...] ».

Une fois rassemblés, les éléments du puzzle présentent déjà une assez grande continuité, au-delà de l'impression d'une certaine confusion, voire de contradictions. Ils permettent de comprendre pourquoi le nouveau pontife accorde tant d'importance effective à un contact direct avec le commun des gens, chrétiens ou non, en évitant de heurter par des propos, des attitudes conventionnelles, voire des bénédictions. Il est probable que le choix de procéder sous la forme de libres propos relève de cette pédagogie, tout autant que le fait de reconnaître volontiers après coup leur caractère approximatif, donnant ainsi l'exemple d'une absence de crispation sur la rigueur des formulations doctrinales et leur préférant la spontanéité.

L'exhortation apostolique *Evangelii gaudium*, publiée le 24 novembre dernier, ne rompt pas vraiment avec le nouveau style ainsi adopté, mais par sa taille et sa complexité, elle constitue une première conclusion de tout ce qui précède, ou tout au moins une étape majeure dans la clarification des objectifs poursuivis. Sa composition n'est cependant que l'assemblage d'un certain nombre des thèmes jusqu'alors seulement esquissés, désormais plus appuyés, auxquels sont joints d'autres éléments, assez disparates à première vue, comme un petit traité de l'homélie, une analyse assez classique des sociétés dominées par l'argent, une longue digression sur la ville, des considérations finales d'ordre spirituel, etc. Les fréquentes ruptures stylistiques ne doivent pas étonner, puisque l'auteur lui-même a indiqué avoir réuni des éléments d'origines diverses. Cependant, au-delà de cette construction composite, deux traits apparaissent nettement : d'une part, la confirmation de ce qui a été dit et vécu dans les huit mois précédents, sauf contradictions accidentelles (l'utopie, par exemple, était condamnée dans le discours de Rio, elle est ici identifiée à la cause finale constitutive d'un peuple : n. 222) ; d'autre part, la présentation d'un projet de réforme de l'Eglise – et pas seulement de la curie romaine, ni seulement la relance du thème de la « nouvelle évangélisation » – méritant assurément d'être pris avec la plus attentive considération. En outre ce nouveau texte fait apparaître une influence de la « théologie du peuple », héritière ou formulation particulière de la théologie de la libération. Il est significatif que le mot peuple y revienne plus de cent cinquante fois.

En attendant une étude approfondie, on se contentera ici de relever quelques points saillants. Tout d'abord, l'objectif principal, que l'on pourrait peut-être résumer ainsi : sortir du sanctuaire et aller au peuple. Toute la première partie du texte fait de cette mission l'objet principal, sinon même exclusif, de la vie ecclésiale : « J'imagine un choix missionnaire capable de transformer toute chose, afin que les habitudes, les styles, les horaires, le langage et toute structure ecclésiale devienne un canal adéquat pour l'évangélisation du monde actuel, plus que pour l'auto-préservation. » (n. 27). Cette sorte de mobilisation générale implique l'abandon d'une pastorale « obsédée par la transmission désarticulée d'une multitude de doctrines qu'on essaie d'imposer à force d'insister » (n. 35), de se concentrer sur l'accessible, de trouver une pluralité de langages inculturés, de pratiquer un œcuménisme à la base, autour d'œuvres sociales et de coopération. Ne pas dicter aux autres leur devoir, encore moins prétendre insister à temps et à contretemps pour les convertir (« L'Eglise ne grandit pas par prosélytisme mais par attraction » : n. 14), tout au contraire

montrer qu'on n'exclut pas le doute, que l'on ne prétend pas au monopole de la vérité, invoquer en conséquence la miséricorde, alléger ce qui apparaîtrait comme des contraintes disciplinaires, spécialement dans ce que l'on appelait naguère les « commandements de l'Eglise », spécialement l'accès à l'eucharistie (n. 47).

Un tel programme, pensé comme essentiellement projeté à l'extérieur de soi, présuppose une « sortie » de l'Eglise hors d'elle-même, hors des routines administratives, des hiérarchies, de la sécurité des normes, des contrôles d'orthodoxie et d'orthopraxie. A l'intérieur même de l'Eglise il conviendrait donc d'instaurer un climat cohérent avec ce projet, une véritable « réforme » conduisant à réduire la centralité de la papauté, remplacée par une diversification très étendue des décisions, une « décentralisation » des pratiques et des modalités d'expression (« La papauté aussi, et les structures centrales de l'Eglise universelle, ont besoin d'écouter l'appel à une conversion pastorale » : n. 32). A une vision ecclésiologique pyramidale doit succéder une vision synodale, tant au niveau d'ensemble que dans chaque aire nationale ou culturelle, ce qui implique notamment d'institutionnaliser les conférences épiscopales et leurs pouvoirs. De même s'agirait-il d'estomper les barrières entre les laïcs et les ministres qui sont à leur service. Car rien de tout cela n'aboutira sans une transformation morale du clergé, qui est appelé à abandonner toute attitude de supériorité, toute richesse matérielle, en réduisant sérieusement la pyramide de l'autorité et ses signes sacrés hérités d'un passé révolu, qui ne peuvent apparaître que comme une contradiction et une provocation dans une société pluraliste. Il convient donc de s'opposer « à la nostalgie des structures et des habitudes qui ne sont plus porteuses de vie dans le monde actuel » (n. 108). Enfin conviendra-t-il de subordonner le doctrinal au pastoral, « une pastorale en terme missionnaire [n'étant] pas obsédée par la transmission désarticulée d'une multitude de doctrines qu'on essaie d'imposer à force d'insister » (n. 35).

* * *

Ainsi s'éclaire, rétrospectivement, l'accumulation des gestes symboliques, déjà mentionnés, depuis l'élection de Jorge Mario Bergoglio, et surtout son engagement personnel au service de cette vision d'ensemble, de ce « rêve missionnaire d'arriver à tous » (*Evangelii gaudium*, n. 31). Au moins dans un premier temps, c'est-à-dire à partir de maintenant, la réalisation de cet objectif requiert une stratégie de déstabilisation, dont il est attendu une libération des énergies que freinerait l'institution dans son état actuel, afin de pouvoir s'adresser directement aux individus quels qu'ils soient, et en priorité aux « pauvres », dans un grand concours de créativité sans entraves. Cette activité est rangée dans la catégorie du prophétisme : « La prophétie fait du bruit, on pourrait dire qu'elle sème la pagaille » (entretien avec le P. Spadaro – l'expression originale en italien est plus triviale : « *qualcuno dice casino* », ce que souligne le traducteur de la version publiée dans la revue *Etudes*).

On pourra faire valoir que les pesanteurs à éliminer sont celles d'une Eglise conciliaire et postconciliaire déjà soumise au cours des cinquante dernières années à d'importantes ruptures avec le passé. Il est donc implicitement suggéré que ce demi-siècle de troubles ne transforma l'Eglise qu'en surface, que l'on n'a pas, ou mal appliqué les réformes prévues, tant en raison de la persistance des mentalités d'établissement que d'un souci trop étroit des sécurités doctrinales et d'une collégialité et d'une subsidiarité jamais vraiment réalisées. Cette estimation rétrospective ne devrait pas manquer de rouvrir le débat de l'herméneutique conciliaire, un temps remisé. Elle pose aussi la question de ce que l'on peut attendre, après une aussi longue période de décomposition, puis de légère reprise vers la fin de la période, des effets possibles d'un nouvel ébranlement provoqué d'en haut. Dans l'immédiat, les doutes sont préventivement écartés avant même qu'ils ne s'expriment, par des formules souvent cinglantes maintes fois reprises, et le rappel de l'apostrophe de Jean XXIII à l'encontre des « prophètes de malheur » (*Evangelii gaudium*, n. 84).

On remarque que la politique n'entre pas dans ce propos. Dans l'entretien avec le directeur de La

Repubblica, elle a même été exclue avec force (« Les institutions politiques sont laïques par définition et agissent dans un domaine indépendant. [...] L'Eglise n'ira jamais au-delà d'exprimer et de diffuser ses valeurs propres, au moins tant que je serai là »). Si elle doit y entrer, ce sera plutôt par le bas, du côté du « peuple », comme pour animer ce dernier, féconder chaque culture – car « chaque peuple est le créateur de sa culture et le protagoniste de son histoire » (ibid, n. 122). A une époque où se délitent les appartenances pour se dissoudre dans le magma de la globalisation, cette formulation quelque peu hégélienne semble cependant inactuelle.

Il reste que pour faciliter les grandes et rapides transformations désirées, les médias constituent des auxiliaires de choix. Mais ils sont inconstants et au service de puissances et de causes que l'exhortation récente désigne comme néfastes. Si l'alliance de fait nouée avec eux devient caduque, la part positive de la stratégie envisagée risque de se réduire.

Quoi qu'il en soit, le défi est lancé.

Le jeudi 12 juin 2014 à 22:22 . Classé dans [Numéro 122](#). Vous pouvez suivre toutes les réponses à ce billet via le [fils de commentaire \(RSS\)](#). Les commentaires et pings ne sont plus permis.